

## **Pièces annexées à la séance du 12/12/2012 (HLM) : Extraits d'archives scannés**

Les documents dossier « Extraits scannés annexés à la séance du 12/12/2011 » comprennent des papiers dont je suis l'auteur en général, ou au moins en grande partie. Ils sont regroupés en « Pièces » numérotées de 1 à 11.

### Trois groupes de pièces :

« Faire Union » : [Les pièces 1 et 2](#) explicitent, en dehors de toute chronologie puisqu'ils datent de mes derniers mois à l'Union, les deux sujets qui m'ont le plus occupé durant cette période : la cause du logement social et le faire Union.

« Le quotidien du Délégué » : [Les pièces 3, 4 et 5](#) donnent une idée du travail du délégué général, qui consiste à défendre des positions concernant l'exercice du logement social par les HLM auprès du Ministère, après, ou avant de, les avoir construites par des compromis internes.

« Le fond des choses » : Les [pièces suivantes 6 à 11](#) sont souvent des exercices de réflexion, parfois des exposés devant des chercheurs, qui constituent la base qui alimente mon action quotidienne, au gré des opportunités. Elles portent sur les principaux thèmes abordés durant ces six années, mais pas sur tous. Beaucoup d'entre eux ont fait l'objet de lois.

### Liste et description des pièces :

- [Pièce 1](#) : Mon point de vue sur l'Union après six ans d'exercice

Deux documents qui datent de fin 98 début 99 mais qui récapitulent mes positions. On est en plein dans la crise ouverte par le départ brutal de QUILLIOT, le déchaînement des appétits de BERKE, le jeu trouble de M-N. LIENEMANN pour la recherche d'un président. La solution par le dosage des concessions aux uns et aux autres fait très IVème République. C'est certainement sous l'effet de cette période que, une fois parti, je change de position et prône la séparation de la défense de la cause et de la défense de la profession. Ce que me suggère le plongeon dans les archives c'est que l'inconstance des ministères a aussi sa part dans la difficulté à faire Union : on signe des protocoles remarquables puis on passe à autre chose. Faire exister l'Union comme interlocuteur d'une politique contractuelle de l'Etat est possible en signant un contrat tous les six mois, sur un sujet différent, et en oubliant le précédent quand on ne le contredit pas ! Et ça continue !!!

- [Pièce 2](#) : Projet HLM pour le logement social approuvé à Montpellier en 1995.

Le titre dit bien ce qu'il veut dire. Deux documents :

Le « Document pour un débat », lancé en Avril au sein des fédérations, est la rédaction du Délégué Général et de ses collaborateurs les plus proches : Christian THIBAUT, J-M DORE, Pierre QUERCY. Il représente vraiment mon idée du moment, que je signerais d'ailleurs à nouveau vraisemblablement.

Le point d'arrivée, le Projet 1995, approuvé au congrès de septembre à Montpellier, résumé diffusé largement, c'est le résultat d'heures de discussions. Une mention particulière d'étroite coopération : Christian THIBAUT, dont c'est la présentation et le texte. Ce document n'est pas scanné pour raisons matérielles. Figure par contre le texte de la résolution du congrès ; il faudrait voir les archives de ce congrès.

- [Pièce 3](#) : Convention de Paris octobre 96

Outre les documents concernant la convention elle-même, ce dossier comprend quelques notes expliquant comment on en est venu à cette formule devant à la fois les problèmes posés par l'évolution de la politique sociale du logement et d'autre part la désunion interne.

- [Pièce 4](#) : Convention de Clermont-Ferrand octobre 97

Même type de constitution de pièce que la précédente. Le contexte est radicalement différent. Le

compte rendu que j'en fais montre un assez grand consensus.

– **Pièce non incluse car mal conservée** : intervention G. MERCADAL aux assises du logement social 1998 (avec P-R. LEMAS)

Ce texte mal conservé, marque l'intensité du travail réalisé avec les ministres et le degré de proximité qui en résulte. Avec le recul ceci n'est certainement pas étranger à ma nomination comme Vice-président du Conseil général des ponts (CGPC)

– **Pièce 5** : vœux de 1998:départ de G. MERCADAL

– **Pièce 6** : séminaire sur la régulation du système logement

Une réflexion systémique sous-jacente à beaucoup de mes positions : ma propre synthèse du séminaire « Régulation du logement ».

– **Pièce 7** : Déontologie.

Un texte élaboré en comité de direction, qui de fait va bien au-delà de ce que voulait QUILLIOT, en témoigne le premier CR du premier comité.

- **Pièce 8** : Financement.

Les éléments de discours au séminaire des Offices, monté par CARRAZ synthétisent bien ma position sur le choix entre financement privé et financement public, le taux du Livret A , la banalisation de la collecte... Voir aussi note à BADET et BERKE dans « Calendrier 96-97 ».

-**Pièce 9** : Décentralisation. [non transmise]

« Niveau territorial de décision » parce qu'il ne fallait pas dire Autorité territoriale ! Exposé dans le projet, ici ce qu'il en reste dans un exposé au congrès des maires des grandes villes.

-**Pièce 10** Conventonnement Cadre.

Un échec dont on voit la genèse de l'été 1997 à l'automne 1998 dans les pièces 2, 3 et 4. Les conventions d'utilité sociale d'aujourd'hui sont « réussies », mais n'ont plus grand-chose à voir avec les intentions de l'été 97, partagées avec P-R.LEMAS et P.LANCO, et qui ont fait l'objet du protocole d'accord signé par GAYSSOT, BESSON et QUILLIOT.

-**Pièce 11** : Attributions.

Mes réflexions dans un séminaire du LATTIS fin1996, à l'époque de préparation de la loi BESSON sur le logement des plus démunis.